



01000190602010008



955

# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου 19

6 Φεβρουαρίου 2001

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2884

Κύρωση του Κοινού Πρωτοκόλλου σχετικά με την εφαρμογή της Σύμβασης της Βιέννης και της Σύμβασης του Παρισιού περί αστικής ευθύνης σε περίπτωση πυρηνικού ατυχήματος.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

### Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Κοινό Πρωτόκολλο σχετικά με την εφαρμογή της Σύμβασης της Βιέννης και της Σύμβασης του Παρισιού περί αστικής ευθύνης σε περίπτωση πυρηνικού ατυχήματος, που υπογράφηκε στη Βιέννη στις 21 Σεπτεμβρίου 1988, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

**PROTOCOLE COMMUN RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE VIENNE  
ET DE LA CONVENTION DE PARIS**

**LES PARTIES CONTRACTANTES**

VU la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963;

VU la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, du 29 juillet 1960, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982;

CONSIDERANT que la Convention de Vienne et la Convention de Paris sont analogues sur le fond et qu'aucun Etat n'est actuellement Partie aux deux Conventions;

CONVAINCUES que l'adhésion à l'une des Conventions par les Parties à l'autre Convention pourrait soulever des difficultés liées à l'application simultanée des deux Conventions à un accident nucléaire;

DESIREUSES d'établir un lien entre la Convention de Vienne et la Convention de Paris en étendant mutuellement le bénéfice du régime spécial de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires institué en vertu de chaque Convention et d'éliminer les conflits résultant d'une application simultanée des deux Conventions à un accident nucléaire;

SONT CONVENUES de ce qui suit :

**Article premier**

Dans le présent Protocole :

- a) "Convention de Vienne" désigne la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963, et tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour une Partie contractante au présent Protocole;
- b) "Convention de Paris" désigne la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, du 29 juillet 1960, et tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour une Partie contractante au présent Protocole.

**Article II**

Aux fins du présent Protocole :

- a) L'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie à la Convention de Vienne est responsable conformément à cette Convention des dommages nucléaires subis sur le territoire d'une Partie contractante à la fois à la Convention de Paris et au présent Protocole;
- b) L'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie à la Convention de Paris est responsable conformément à

cette Convention des dommages nucléaires subis sur le territoire d'une Partie contractante à la fois à la Convention de Vienne et au présent Protocole.

### Article III

1. La Convention de Vienne ou la Convention de Paris s'applique à un accident nucléaire à l'exclusion de l'autre.
2. Dans le cas d'un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire, la convention applicable est celle à laquelle est Partie l'Etat sur le territoire duquel se trouve cette installation.
3. Dans le cas d'un accident nucléaire survenu hors d'une installation nucléaire et mettant en jeu des matières nucléaires en cours de transport, la convention applicable est celle à laquelle est Partie l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable en application soit des alinéas 1 b) et c) de l'article II de la Convention de Vienne, soit des paragraphes a) et b) de l'article 4 de la Convention de Paris.

### Article IV

1. Les articles premier à IV de la Convention de Vienne sont, en ce qui concerne les Parties contractantes au présent Protocole qui sont Parties à la Convention de Paris, appliqués de la même manière qu'entre les Parties à la Convention de Vienne.
2. Les articles premier à 14 de la Convention de Paris sont, en ce qui concerne les Parties contractantes au présent Protocole qui sont Parties à la Convention de Vienne, appliqués de la même manière qu'entre les Parties à la Convention de Paris.

### Article V

Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les Etats qui ont signé ou ratifié soit la Convention de Vienne, soit la Convention de Paris, ou ont adhéré à l'une ou à l'autre, à partir du 21 septembre 1988 et jusqu'à la date de son entrée en vigueur, au Siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

### Article VI

1. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation, approbation ou adhésion. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation ne seront acceptés que de la part des Etats parties soit à la Convention de Vienne, soit à la Convention de Paris. Les Etats en question qui n'auront pas signé le présent Protocole pourront y adhérer.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui est ainsi désigné comme dépositaire du présent Protocole.

## Article VII

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion d'au moins cinq Etats parties à la Convention de Vienne et cinq Etats parties à la Convention de Paris. Pour chaque Etat qui ratifie le présent Protocole, l'accepte, l'approuve ou y adhère après le dépôt des instruments susmentionnés, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Protocole restera en vigueur aussi longtemps que la Convention de Vienne et la Convention de Paris seront en vigueur.

## Article VIII

1. Toute Partie contractante peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le dépositaire.

## Article IX

1. Toute Partie contractante qui cesse d'être Partie soit à la Convention de Vienne, soit à la Convention de Paris, fait savoir au dépositaire qu'elle met fin à l'application de cette Convention en ce qui la concerne et à quelle date ce retrait prend effet.

2. Le présent Protocole cesse de s'appliquer à une Partie contractante qui a mis fin à l'application soit de la Convention de Vienne, soit de la Convention de Paris, à la date à laquelle ce retrait prend effet.

## Article X

Le dépositaire, notifie sans tarder aux Parties contractantes et aux Etats invités à la Conférence sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques :

- a) Chaque signature du présent Protocole;
- b) Chaque dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole;
- c) L'entrée en vigueur du présent Protocole;
- d) Toute dénonciation;
- e) Toute information reçue en application de l'article IX.

Article XI

Le texte original du présent Protocole, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du dépositaire, qui en délivrera des copies certifiées conformes aux Parties contractantes et aux Etats invités à la Conférence sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole commun.

FAIT à Vienne, le vingt et un septembre mil neuf cent quatre-vingt-huit.

**ΚΟΙΝΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ  
ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ  
ΚΑΙ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΤΟΥ ΠΑΡΙΣΙΟΥ**

**ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ,**

ΕΧΟΝΤΑΣ υπόψη τη Σύμβαση της Βιέννης σχετικά με την αστική ευθύνη ως προς τις πυρηνικές ζημιές, της 21ης Μαΐου 1963,

ΕΧΟΝΤΑΣ υπόψη τη Σύμβαση του Παρισιού για την αστική ευθύνη στον τομέα της πυρηνικής ενέργειας, της 29ης Ιουλίου 1960, που τροποποιήθηκε από το πρόσθιο Πρωτόκολλο της 28ης Ιανουαρίου 1964 και από το Πρωτόκολλο της 16ης Νοεμβρίου 1982,

ΕΠΕΙΔΗ η Σύμβαση της Βιέννης και η Σύμβαση του Παρισιού είναι ανάλογες στην ουσία και ότι καμία Χώρα δεν αποτελεί τώρα Μέλος στις δύο Συμβάσεις,

ΑΦΟΥ ΠΕΙΣΘΗΚΑΝ ότι η προσχώρηση στη μία από τις Συμβάσεις αυτές από τα Μέλη της άλλης Σύμβασης δυνατόν να άρει τις δυσκολίες ταυτόχρονης εφαρμογής των δύο Συμβάσεων σε ένα πυρηνικό ατύχημα,

ΕΠΕΙΔΗ ΕΠΙΘΥΜΟΥΝ να θέσουν ένα δεσμό μεταξύ της Σύμβασης της Βιέννης και της Σύμβασης του Παρισιού αναμένοντας αμοιβαία το ευεργέτημα του ειδικού συστήματος της αστικής ευθύνης για τις πυρηνικές ζημιές που συστήθηκε δυνάμει κάθε Σύμβασης και για εξάλειψη των διαφορών που θα προκύψουν από μία ταυτόχρονη εφαρμογή των δύο Συμβάσεων σε ένα πυρηνικό ατύχημα,

**ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:**

**Άρθρο πρώτο**

**Στο παρόν Πρωτόκολλο:**

α) «Σύμβαση της Βιέννης» προσδιορίζεται η Σύμβαση της Βιέννης σχετικά με την αστική ευθύνη για τις πυρηνικές ζημιές, της 21ης Μαΐου 1963 και κάθε τροποποίηση της Σύμβασης αυτής που ισχύει για ένα Συμβαλλόμενο Μέρος στο παρόν Πρωτόκολλο.

β) «Σύμβαση του Παρισιού» προσδιορίζεται η Σύμβαση του Παρισιού για την αστική ευθύνη στον τομέα της πυρηνικής ενέργειας, της 29ης Ιουλίου 1960 και κάθε τροποποίηση της Σύμβασης αυτής που ισχύει για ένα Συμβαλλόμενο Μέρος στο παρόν Πρωτόκολλο.

**Άρθρο II**

**Για τους σκοπούς του παρόντος Πρωτοκόλλου:**

α) Ο εκμεταλλευτής μίας πυρηνικής εγκατάστασης που ευρίσκεται στο έδαφος ενός Μέλους της Σύμβασης της Βιέννης είναι υπεύθυνος, σύμφωνα με τη Σύμβαση αυτή, για τις πυρηνικές ζημιές που έγιναν στο έδαφος ενός Κράτους συμβαλλόμενου συγχρόνως στη Σύμβαση του Παρισιού και στο παρόν Πρωτόκολλο.

β) Ο εκμεταλλευτής μίας πυρηνικής εγκατάστασης που ευρίσκεται στο έδαφος ενός Μέλους της Σύμβασης του Παρισιού είναι υπεύθυνος σύμφωνα με τη Σύμβαση αυτή για τις πυρηνικές ζημιές που έγιναν στο έδαφος ενός Κράτους συμβαλλόμενου συγχρόνως στη Σύμβαση της Βιέννης και στο παρόν Πρωτόκολλο.

**Άρθρο III**

1. Η Σύμβαση της Βιέννης ή η Σύμβαση του Παρισιού εφαρμόζεται σε ένα πυρηνικό ατύχημα αποκλειομένης της άλλης.

2. Στην περίπτωση ενός πυρηνικού ατυχήματος, που έγινε μέσα στην πυρηνική εγκατάσταση, εφαρμοστέα σύμβαση είναι αυτή στην οποία είναι Μέλος το Κράτος στο έδαφος του οποίου ευρίσκεται η εγκατάσταση αυτή.

3. Στην περίπτωση ενός πυρηνικού ατυχήματος, που έγινε εκτός της πυρηνικής εγκατάστασης, θέτοντας σε κίνδυνο πυρηνικές ύλες κατά τη διάρκεια της μεταφοράς, εφαρμοστέα σύμβαση είναι αυτή στην οποία είναι Μέλος το Κράτος στο έδαφος του οποίου ευρίσκεται η πυρηνική εγκατάσταση, της οποίας είναι υπεύθυνος ο εκμεταλλευτής, κατ' εφαρμογή είτε των παραγράφων 1 β) και γ) του άρθρου II της Σύμβασης της Βιέννης είτε των παραγράφων α) και β) του άρθρου 4 της Σύμβασης του Παρισιού.

**Άρθρο IV**

1. Τα άρθρα πρώτο έως XV της Σύμβασης της Βιέννης σε ό,τι αφορά τα Συμβαλλόμενα στο παρόν Πρωτόκολλο Μέλη, που είναι Μέλη στη Σύμβαση του Παρισιού, εφαρμόζονται με τον ίδιο τρόπο, όπως μεταξύ των Μελών της Σύμβασης της Βιέννης.

2. Τα άρθρα πρώτο έως 14 της Σύμβασης του Παρισιού σε ό,τι αφορά τα Συμβαλλόμενα στο παρόν Πρωτόκολλο Μέλη, που είναι Μέλη στη Σύμβαση της Βιέννης, εφαρμόζονται με τον ίδιο τρόπο, όπως μεταξύ των Μελών της Σύμβασης του Παρισιού.

**Άρθρο V**

Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοικτό προς υπογραφή σε όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει ή επικυρώσει είτε τη Σύμβαση της Βιέννης είτε τη Σύμβαση του Παρισιού ή προσεχώρησαν στη μία ή στην άλλη από της 1ης Σεπτεμβρίου 1988 και έως της ημερομηνίας της έναρξης της ισχύος του, στην έδρα του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας.

**Άρθρο VI**

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση.

Θα γίνουν αποδεκτά τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης μόνο των Κρατών που είναι Μέλη είτε στη Σύμβαση της Βιέννης είτε στη Σύμβαση του Παρισιού.

Τα Κράτη που δεν υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο μπορούν να προσχωρήσουν σε αυτό.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης θα κατατίθενται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας, που καθορίζεται έτσι ως θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου.

**Άρθρο VII**

1. Το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης των εγγράφων επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης του λάχιστον πέντε Κρατών, που είναι μέλη στη Σύμβαση

της Βιέννης και πέντε Κρατών που είναι Μέλη στη Σύμβαση του Παρισιού.

Για κάθε Κράτος που επικυρώνει το παρόν Πρωτόκολλο, το αποδέχεται, το εγκρίνει ή προσχωρεί σε αυτό μετά την κατάθεση των ανωτέρω εγγράφων, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσης των εγγράφων επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα παραμείνει σε ισχύ για όσο διάστημα θα ισχύουν η Σύμβαση της Βιέννης και η Σύμβαση του Παρισιού.

#### Άρθρο VIII

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέλος μπορεί να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο με γραπτή γνωστοποίηση απευθυνόμενη προς τον θεματοφύλακα.

2. Η καταγγελία θα παράγει αποτελέσματα ένα χρόνο μετά την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από τον θεματοφύλακα.

#### Άρθρο IX

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέλος που πιάνει να είναι Μέλος είτε στη Σύμβαση της Βιέννης είτε στη Σύμβαση του Παρισιού, γνωστοποιεί στον θεματοφύλακα ότι θέτει τέρμα στην εφαρμογή της Σύμβασης αυτής σε ό,τι το αφορά και σε ποια ημερομηνία αρχίζει η απόσυρση αυτή.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο παυει να εφαρμόζεται στο Συμβαλλόμενο Μέλος που έθεσε τέρμα στην εφαρμογή είτε της Σύμβασης της Βιέννης είτε της Σύμβασης του Παρισιού, στην ημερομηνία κατά την οποία αρχίζει να ισχύει αυτή η απόσυρση.

#### Άρθρο X

Ο θεματοφύλακας γνωστοποιεί χωρίς καθυστέρηση στα Συμβαλλόμενα Μέλη και στα Κράτη που εκλήθησαν στη συνδιάσκεψη για τις σχέσεις μεταξύ της Σύμβασης του Παρισιού και της Σύμβασης της Βιέννης, καθώς επίσης και στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Οικονομικής Συνεργασίας και Ανάπτυξης:

- α) κάθε υπογραφή του παρόντος Πρωτοκόλλου,
- β) κάθε κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης σχετικά με το παρόν Πρωτόκολλο,
- γ) την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου,
- δ) κάθε καταγγελία,
- ε) κάθε πληροφορία που έλαβε κατ' εφαρμογή του άρθρου IX.

#### Άρθρο XI

Το πρωτότυπο κείμενο του παρόντος Πρωτοκόλλου, στην αγγλική, αραβική, κινεζική, ισπανική, γαλλική και ρωσική γλώσσα, θα κατατεθεί στο θεματοφύλακα, ο οποίος θα παραδώσει επίσημα επικυρωμένα αντίγραφα στα Συμβαλλόμενα Μέρη και στα Κράτη που εκλήθησαν στη Συνδιάσκεψη για τις σχέσεις μεταξύ της Σύμβασης του Παρισιού και της Σύμβασης της Βιέννης, καθώς επίσης και στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Οικονομικής Συνεργασίας και Ανάπτυξης.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις αντίστοιχες κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν το παρόν κοινό Πρωτόκολλο.

ΣΥΝΤΑΞΘΗΚΕ στη Βιέννη, την 21η Σεπτεμβρίου 1988.

## Άρθρο Δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου VII παρ. 1 αυτού.  
Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Φεβρουαρίου 2001

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

**ΕΞΩΤΕΡΙΚΟΝ ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ  
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 6 Φεβρουαρίου 2001

**Ο ΕΠΙΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
Μ. ΣΤΑΘΟΠΟΥΛΟΣ**